



## **Lettre Ouverte à Christian ESTROSI, Président du Conseil Régional Provence-Alpes-Côte d'Azur**

2016.10.06.98.PC/ML

Monsieur le Président,

Plusieurs organisations CGT de la Formation Professionnelle ont adressé au vice-président en charge de la Formation Professionnelle une demande de rendez-vous courant juillet, restée sans réponse.

Aujourd'hui, nous renouvelons collectivement et publiquement cette demande pour que soit reçue une délégation des organisations syndicales représentatives des personnels et des usagers de la Formation Professionnelle de la Région PACA.

La réduction de plusieurs millions d'Euros du budget du Conseil Régional au détriment de la Formation Professionnelle des adultes va avoir des conséquences sur le financement des organismes de formation et entraînera des centaines de suppressions d'emplois dans le secteur. Ainsi qu'une dégradation des conditions d'emploi et de travail des personnels.

Mais, cela menace également l'accès à une formation qualifiante gratuite et rémunérée pour des milliers de privés d'emploi, notamment pour les moins qualifiés et les plus fragiles, celles et ceux qui ont quitté le système scolaire sans diplôme ou qui sont en chômage de longue, voire de très longue durée.

C'est aussi dangereux pour l'avenir des emplois sur nos territoires.

En effet, la formation est un gage de développement économique et d'emploi de qualité. La Région doit promouvoir et financer des formations qualifiantes, plus particulièrement de niveau V dans des métiers liés à des emplois pérennes qui répondent aux besoins économiques et sociaux de nos territoires.

Les formations que nous souhaitons voir se mettre en œuvre sont celles qui ne se contentent pas en quelques heures ou quelques semaines, d'adapter salariés et demandeurs d'emploi à un poste de travail, mais qui permettent, par l'acquisition d'une qualification reconnue, de sécuriser son parcours professionnel et d'évoluer tout au long de la vie dans ou hors de la région.

Certes, les baisses de dotation de l'Etat aux collectivités territoriales vous imposent des arbitrages, mais ne justifient pas le transfert de budgets régionaux consacrés à la formation des adultes vers les aides directes aux entreprises qui ne garantissent pas de création d'emploi, à l'instar du CICE.

Ce choix ne permet pas de répondre au besoin d'élévation générale du niveau de qualification des salariés, réclamé par les entreprises, ni aux besoins des jeunes, des chômeurs et des précaires, victimes d'une situation de l'emploi dont ils ne sont pas responsables.

De plus, la formation n'est pas que le moyen d'une insertion durable dans l'entreprise, elle offre aussi à chacun la possibilité de se construire comme individu et comme citoyen, d'être acteur de la vie en société. Le budget de la formation comme celui de la culture dans une situation économique et sociale telle que la connaît notre région doit donc être sanctuarisé.

Nous voulons pouvoir mettre en débat avec vous, l'ensemble de ces sujets et les orientations générales de votre politique de formation. Il est plus que jamais nécessaire que vous entendiez les attentes et les propositions des professionnels et des usagers de la formation.

La bataille pour l'emploi commence par la bataille pour la formation.

Recevez, Monsieur le Président, l'assurance de notre engagement et de notre détermination.

Marseille le 7 octobre 2016

**Signataires : Comité régional CGT PACA, Union Départementale CGT 13, CGT AFPA PACA, CGT ADEF/CFBT, CGT ACPM**